

# L'Allemagne, une puissance hégémonique

## Crise de l'intégration européenne

**Joachim Bischoff**

*Économiste, journaliste, élu au « Bürgerschaft » (conseil fédéral et municipal) de Hambourg*

**Richard Detje**

*Membre de l'association scientifique d'analyse du capitalisme et de politique sociale WISSETransfer*

Dès le départ, l'Europe a été un projet politique, orienté vers la résolution des conflits et la création de coopérations. Au cours des dernières décennies, les nations européennes – sous l'impulsion de leurs élites politiques et économiques – ont surmonté leurs inimitiés. Il est incontestable que la poursuite de cet objectif, et l'investissement massif de nombreuses forces de la société civile et des milieux politiques et économiques qu'il a suscité, mérite reconnaissance et distinction de la part des partisans d'une politique de paix.

Néanmoins : l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne attire aussi notre attention sur l'existence d'un vrai problème. Depuis longtemps, l'UE est devenue, pour l'essentiel, un projet des élites politiques et économiques. Du sud au nord, l'euroscpticisme s'amplifie. Du côté de la droite chauviniste et antidémocratique, on prône le retour à l'État national ; du côté de la gauche on mobilise contre les conséquences sociales d'une politique radicale d'austérité. Et pour les blocs politiques des conservateurs et des sociaux-démocrates, la formule incantatoire « politique d'épargne sans alternative » devient de plus en plus difficile à défendre. Depuis 2009 jusqu'à ce jour, seul un très faible nombre de chefs de gouvernements a réussi à survivre politiquement à la crise en cours. C'est à ce moment précis qu'intervient l'approbation symbolique conférée par le prix Nobel de la paix, destiné à réactualiser et à donner plus de force à l'idéal de paix.

L'intégration européenne a été, dès ses débuts, un projet politique nouveau, émergeant des ruines de la Deuxième Guerre mondiale. Mais un projet qui,

depuis la Communauté européenne du charbon et de l'acier [CECA] jusqu'à l'Union monétaire, a eu pour primat l'intégration économique. Pour le qualifier, l'ancien président de la Commission européenne, Jaques Delors, a employé l'image des « poupées russes » : les progrès économiques feront naître des progrès d'abord sociaux, puis politiques. Cependant, alors que dans les années 1980 le projet du marché communautaire avait été mis en pratique avec beaucoup de verve, le modèle social européen n'avancait guère. La libéralisation du marché financier a poussé les décideurs – entre autres pour limiter les attaques spéculatives contre les monnaies nationales – à introduire une monnaie communautaire, laquelle fut conçue comme une monnaie d'investissement à moyen et long terme sur les marchés financiers mondiaux, susceptible de concurrencer sérieusement le dollar américain. De ce fait, la restructuration des « États providence keynésiens nationaux » en « États concurrentiels » a subi une nouvelle accélération et l'UE a été rendue « compatible » avec les marchés financiers. « L'Europe » est devenue un projet des élites politiques et économiques, dont le contenu démocratique s'est perdu en route. La tentative de cautionner cette évolution au moyen d'une constitution européenne, tout en dissimulant sa vraie nature, a été mise en échec par les référendums en France et en Irlande. La résistance contre l'instauration de la politique militaire a aussi joué un rôle non négligeable dans cet échec.

Faire don à l'UE du capital symbolique que représente le prix Nobel de la paix, alors qu'elle se trouve plongée dans la crise économique et financière la plus sévère de son histoire, est un projet casse-cou. Car l'Europe est divisée, économiquement, socialement et politiquement. Les anciens chemins vers l'intégration ne mènent plus nulle part. D'ores et déjà, la nouvelle tentative consistant à présenter au cours des deux prochaines années un traité constitutionnel pour l'UE ne cherche même pas à dissimuler la domination des élites. Le paquet fiscal et les rapports de la Troïka s'expriment d'une même voix pour annoncer l'arrivée d'un nouveau régime fiscal auquel seront soumis tous les domaines de la vie sociale. Cela provoque des mécontentements massifs. La formule censée assurer la paix sociale d'un capitalisme « populaire » en France ou du « capitalisme rhénan » en Allemagne n'est plus en vigueur depuis longtemps. La politique d'intégration de l'Allemagne et de son auto-intégration dans un espace européen de coopération a atteint ses limites. L'écart de plus en plus grand entre la puissance économique de l'Allemagne et celle des autres pays de l'UE a pour effet l'apparition de nouvelles structures hégémoniques et de conflits qu'elles suscitent.

## Échec de la modernisation

La Commission européenne et la chancelière allemande Angela Merkel veulent que le nouveau régime budgétaire européen soit très rapidement mis

en pratique. Car, entre la puissance économique de l'Allemagne – accompagnée de la Finlande, des Pays-Bas et de l'Autriche – et celle des États prétendument en crise, parmi lesquels on compte depuis longtemps l'Espagne et l'Italie, l'écart ne se réduit pas sous l'effet de la politique d'austérité dominante mais continue de s'élargir. Des industries et des entreprises de services hautement productives sises dans ce que l'on appelle « le noyau » de l'Europe, font face à celles nettement plus faibles sises dans les États déclarés « périphériques ».

Le projet d'une modernisation de grande ampleur de l'Europe – à savoir la stratégie de Lisbonne proclamée au début du *xxi*<sup>e</sup> siècle au moyen de laquelle la compétitivité de l'Europe sur le marché mondial devait triompher – a rapidement échoué. Au fond, il ne s'agissait de rien d'autre que de la tentative de recommander à l'ensemble de la zone euro de suivre l'exemple de la stratégie mercantiliste de l'Allemagne : compétitivité élevée et croissance économique grâce à des succès obtenus dans le commerce extérieur qui assurent l'emploi et les revenus. Cela a exigé, sous l'effet de la politique de promotion de la concurrence, une restructuration du modèle social, une ouverture des systèmes de sécurité sociale aux marchés financiers et une privatisation plus poussée des entreprises publiques, surtout au niveau des infrastructures municipales. Il en est résulté : une aggravation des inégalités sociales, la création de bulles financières et l'expansion massive des secteurs financiers avec pour conséquence une instabilité accrue des systèmes politiques et économiques. Du fait que l'Allemagne est devenue la puissance économique la plus compétitive, elle a pu conquérir la position de « chef de file ».

Depuis le début, la promesse de parvenir, grâce à l'euro, à une harmonisation des conditions sociales et économiques était irréaliste. La monnaie unique avait donné à l'Allemagne un avantage décisif : son avantage concurrentiel n'était plus contrebalancé par une hausse du cours de sa monnaie nationale. Au sein de l'Union monétaire, la politique des gouvernements fédéraux allemands, qui consiste à stimuler l'accumulation nationale en s'emparant de la demande collective générée à l'intérieur du marché européen, a pu se déployer pleinement. Comme les voisins moins favorisés n'avaient plus la possibilité de dévaluer leur propre monnaie nationale, la pression en faveur d'une dévaluation interne à travers des baisses drastiques des coûts salariaux est devenue plus forte. Dans les pays où cela n'a pas eu lieu, l'endettement a augmenté. Pendant une petite décennie ce système de « créancier/débiteur » a fonctionné. L'expansion par un endettement croissant a pris fin avec la grande crise économique.

## La division de l'Europe

Toutefois, dans des pays comme la Grande-Bretagne, La résistance à tout renforcement du pouvoir de l'UE est grande. D'autres pays mettent en garde

contre une Europe à deux vitesses, dans laquelle les 17 États membres de la zone euro coopéreraient de plus en plus étroitement, tandis que les autres partenaires n'auraient que des rôles secondaires. Enfin, restent en débat les modifications du traité de l'UE consécutives au renforcement de la politique fiscale et budgétaire. En fin de compte, le pacte budgétaire est le résultat d'accords bilatéraux et non d'une avancée normale dans l'évolution des accords européens. Ce n'est pas seulement chez les eurosceptiques de Grande-Bretagne que l'on perçoit la présence de nettes préventions à l'égard de cette évolution. Dans d'autres pays aussi, s'expriment plus fortement les préoccupations face à une Europe à deux vitesses, dans laquelle on leur attribuerait, autant que cela sera possible, un rôle de plus en plus marginal.

Le Premier ministre britannique David Cameron, dans un discours de politique générale au Congrès des conservateurs, a préparé la population à des temps difficiles. Des décisions douloureuses devraient être prises pour sortir de la crise un pays déjà profondément enfoncé dans la récession. « Si nous n'agissons pas, si nous ne prenons pas des décisions difficiles, douloureuses, si nous ne faisons preuve ni de volonté, ni d'imagination, alors la Grande-Bretagne ne sera plus dans l'avenir ce qu'elle a été dans le passé. Car aujourd'hui nous sommes engagés dans une course au niveau planétaire. C'est l'heure de vérité pour un pays comme le nôtre : surnager ou couler, agir ou périr ».

Selon Cameron, la nation, insolvable et menacée de dissolution, peut et doit redevenir solvable : en faisant fondre la montagne de dettes, en régulant avec prudence la sphère bancaire, en imposant une nouvelle cure d'amaigrissement à l'État social et en élargissant la distance qui la sépare de la zone euro. Le budget de l'UE serait un cas typique « qui nous oblige à tracer de nouvelles frontières ». Dans le cas où l'augmentation budgétaire deviendrait trop forte, il bloquera le nouveau budget de l'UE. Le Premier ministre exige qu'à l'avenir il y ait deux budgets pour l'Union européenne : l'un pour les États membres de la zone euro et l'autre pour les autres membres. Il y a plus grave : la fracture s'élargit entre la zone euro dominée par l'Allemagne et les autres pays et une division apparaît à l'intérieur de la zone euro.

En outre : dans de nombreux pays membres, le centre de gravité politique se décale vers la droite. Parallèlement à ce décalage vers la droite, se produit un changement qualitatif du système politique avec des cycles de crise plus courts suite à des politiques d'austérité destructrices des rapports sociaux, discrédit grandissant du système des partis, recours à des « bureaux d'experts » chargés d'éliminer de prétendues contraintes matérielles et réputés « indépendants » de tous les conflits d'intérêts et structures clientélistes de pouvoir. La politique des décrets-lois d'urgence, pratiquée en Allemagne lors de la grande dépression des années 1930, qui a déstabilisé et ébranlé le système parlementaire de la République de Weimar, imprègne aujourd'hui l'architecture de

l'Europe. Sous le nouveau régime budgétaire européen, les États membres doivent présenter leurs projets de budget à la Commission européenne et au Conseil des ministres qui doivent donner leur accord dans le cadre d'une surveillance permanente, avant même toute consultation des parlements nationaux respectifs.

Comme le montre l'évolution des mois écoulés, l'installation d'un régime autoritaire n'est donc pas seulement le résultat de la pression, parfois muette mais souvent aussi très bruyante, des marchés financiers (Habermas : « moins de démocratie, c'est mieux pour les marchés »), mais elle est forcément l'œuvre d'une classe politique qui se met en place dans les situations post-démocratiques.

Et, dans ces périodes de faiblesse économique – et même de récession –, il y a une réalité à ne pas méconnaître : le socle industriel de beaucoup de pays est soumis à un risque de contagion de nature non financière. Alors que l'industrie exportatrice allemande profite (ou profitait) de la demande en expansion des marchés latino-américains et surtout asiatiques, les industries exportatrices italiennes, portugaises et espagnoles se sont bien davantage focalisées sur un marché européen en stagnation – d'où le risque d'une contamination à cause des politiques d'austérité en Europe. La concomitance, au cours de l'année prochaine, entre une crise de l'économie réelle et une crise des marchés financiers risque de provoquer l'effondrement du pare-feu érigé avec les moyens apportés par le MES, le FMI et la BCE.

### **Aggravation de la crise**

L'économie mondiale est au bord d'une nouvelle récession. L'Allemagne constitue une exception, car ses taux de croissance et d'emploi sont supérieurs à leurs niveaux antérieurs à la crise de 2008. Un pronostic de récession pour la zone euro signifie que les objectifs en matière de réduction de la dette n'ont pas été atteints et que les taux d'endettement s'élèvent. Le net affaiblissement de la conjoncture, politiquement accentué par la politique d'austérité, est à l'origine de l'aggravation massive de la crise de la dette qui se profile. C'est la raison pour laquelle la Grèce, l'Irlande et le Portugal ne pourront pas revenir sur le marché des capitaux dans un avenir prévisible. Il pourrait même se faire que l'Italie et l'Espagne perdent elles aussi leur accès à ce marché et devront être soutenues par des interventions massives de la BCE.

Malgré la résistance du gouvernement allemand, confirmée de manière répétée dans les communiqués officiels, contre des interventions renforcées et illimitées de la Banque centrale européenne, de plus en plus d'observateurs considèrent que la seule voie de sortie consiste à renforcer le rôle dirigeant de l'Allemagne et à monétiser les dettes des États. Un effondrement de l'euro et la réintroduction des monnaies nationales seraient une menace pour l'Europe

et l'hémisphère capitaliste. Le diagnostic dominant de la crise est le suivant : les États européens ont trop de dettes et un grand nombre d'entre elles sont détenues par des banques en principe insolvables ; en outre il existe d'énormes déséquilibres commerciaux entre les pays centraux et les pays périphériques de la zone euro. Ces trois problèmes doivent être résolus, sinon la zone euro implosera, dans une spirale déflationniste. Or l'austérité n'est pas une solution, car il est impossible pour un pays d'équilibrer simultanément les déficits du gouvernement et ceux du secteur privé tant que perdure un déficit de la balance commerciale.

Le mot magique est : « réformes structurelles ». Il désigne des changements fondamentaux appliqués aux marchés du travail en Europe. Ceux-ci sont sous pression après qu'en Allemagne, au cours de la première décennie suivant l'introduction de l'euro, il y a eu une dévaluation interne massive. Alors que dans les différents pays européens les salaires réels progressaient à des vitesses différentes, ils régressaient en Allemagne. La cause déterminante de cette évolution a été une politique d'expansion accélérée du secteur des bas salaires et des domaines du travail précaire. En quelques années, la proportion du travail n'assurant pas le minimum vital a augmenté jusqu'à atteindre un niveau qui est dépassé uniquement par les États-Unis. Cette pression concurrentielle sert maintenant de prétexte pour modifier fondamentalement les systèmes de négociation entre les salariés et le capital : en supprimant les accords salariaux nationaux, en incluant des clauses générales d'exception dans les conventions tarifaires sectorielles, en donnant une priorité généralisée aux accords d'entreprise, en abolissant la pratique des déclarations d'engagement général et en imposant de très importantes restrictions à l'action syndicale.

A cela s'ajoute un interventionnisme politique nouveau, qui se traduit par des baisses massives des salaires dans le secteur public et par des diminutions des montants légaux des salaires minimums. En conséquence de cette politique, les salaires réels ont chuté de plus de 20 % en Grèce et de plus de 10 % au Portugal. Résultat : le déclin économique a été amplifié.

### **Un capitalisme autoritaire ?**

Il est totalement absurde de vouloir imposer de force et unilatéralement des réajustements structurels aux économies nationales de la zone euro, par une politique de baisse des salaires et d'austérité qui mène à la dépression économique. L'Europe a besoin de croissance économique et en même temps d'une mutation structurelle de ses régimes d'accumulation. Le rôle dirigeant de l'Allemagne, qui jusqu'à présent consiste à imposer massivement des régimes d'austérité, doit être invalidé ; cela est possible si la puissance hégémonique renonce à pratiquer une politique économique uniquement orientée vers les excédents de la balance commerciale et s'efforce plutôt d'équilibrer

celle-ci. Il est vrai que l'on doit malheureusement s'attendre à ce qu'une telle ligne de conduite se heurte à l'absence de soutien des élites politiques et économiques.

L'erreur du projet de l'euro a été (et continue d'être) d'avoir voulu imposer, pour des raisons politiques, une monnaie commune à des économies nationales inégales. En conséquence de la structure spécifique de cette union monétaire – un regroupement d'États souverains à banques centrales nationales combiné à un système de paiement interbancaire s'étendant à toute la zone euro – des déséquilibres concurrentiels ont été produits et certains pays membres de la zone euro, dont la balance des paiements et les budgets étaient déficitaires, ont donc été automatiquement financés par d'autres pays membres dont la compétitivité était meilleure et les bilans excédentaires. Tant que perdureront les déséquilibres, les créances des pays excédentaires envers les pays déficitaires augmenteront.

De nouvelles institutions – entre autres le MES et le FESF – ont été créées à l'extérieur des structures propres de l'UE. Ces organismes, ainsi que l'Eurogroupe, sont dominés par les pays faisant partie du noyau européen et en l'occurrence l'Allemagne. Cela débouche sur des modifications de la structure du pouvoir européen : la crise financière générant l'endettement des États a eu pour effet un transfert de pouvoir vers la puissance hégémonique de l'Allemagne. Aujourd'hui, l'Allemagne est plus forte qu'elle ne l'a jamais été dans l'histoire de l'Union européenne. À cette force fait écho la faiblesse relative de la France et de la Grande-Bretagne.

Puisque la généralisation d'une politique d'austérité n'est pas une solution soutenable et socialement acceptable, mais que la puissance hégémonique de l'Allemagne s'enfonce de plus en plus profondément dans une impasse politique, nous allons assister au cours des prochains mois à une aggravation durable des contradictions politiques. L'incubation de formes de domination autoritaires, personnelles, se poursuivra. Les gouvernements qualifiés de « technocratiques » ne sont que des formes transitoires. Cette évolution ne pourra être stoppée que si les populations refusent majoritairement d'accepter de subir de telles dominations et si elles mettent en chantier un processus de réformes profondes des économies nationales en enlevant aux marchés financiers de leur pouvoir.

Toutefois, l'existence de l'UE peut être remise en question non seulement par les modifications du rapport entre noyau et périphérie, mais aussi par le problème de la démocratie. Puisque l'Union avance sur la voie de la « négation des démocraties européennes », elle subit une perte drastique de son acceptabilité et ses demandes exigeant « plus d'Europe » deviennent de plus en plus impopulaires et de moins en moins réalisables. On ne peut donc exclure une stagnation du processus d'intégration européenne et probablement aussi une réallocation des compétences de l'Union aux États nationaux.

Il n'y aura pas de solution rapide, simple et sans bavures au plan politique. L'exclusion de la zone euro de certains États membres ou les rêves d'un « euro du Nord » ne résoudre rien. Les citoyens des pays concernés tenteraient de mettre leur argent à l'abri pour éviter que leur épargne soit convertie dans la nouvelle parité qui les dévaluerait ensuite sur les marchés des devises. Si l'euro s'effondre, il y aura des crises bancaires et des faillites d'État. Le système bancaire et financier ne souhaite pas voir la fin de l'euro. La sortie, ou l'exclusion, de certains pays membres de l'alliance monétaire de l'euro ébranlerait de manière significative et grave le régime financier européen et international.

Avec l'euro, c'est tout l'équilibre européen qui vacille. Les erreurs de construction du régime de l'euro ne peuvent pas être éliminées par l'abolition de cette monnaie commune. Néanmoins : la vague europhobe qui déferle pourrait, dans de nombreux pays, faire basculer les rapports entre les forces politiques en faveur de l'extrême droite. Les gouvernements de la zone euro souhaitent résister en appliquant le nouveau régime budgétaire européen. Or, cette nouvelle politique communautaire, économique et budgétaire n'est ni sociale, ni démocratique. Elle renforce les tendances en faveur d'un capitalisme autoritaire.

Il ne peut y avoir qu'une issue commune. La réduction des excédents de la balance des paiements et l'expansion de l'économie intérieure au sein des pays du noyau sont des contributions indispensables pour assurer la stabilisation de l'UE. Ce qui est nécessaire, c'est une réforme qui, au lieu de s'appuyer sur un seul pilier – à savoir la politique financière et monétaire –, le fera sur trois autres : une politique fiscale commune qui assure la redistribution du haut vers le bas, une politique économique qui régénère l'Europe socialement et écologiquement au moyen de programmes publics d'investissement, et une politique sociale qui élimine la pauvreté et crée des opportunités de développement.

L'UE est le résultat de la volonté politique de surmonter des contradictions apparemment irréductibles. Cela a signifié, tout d'abord, la réconciliation entre des peuples qui, pendant des siècles, n'ont cessé de se considérer comme des ennemis héréditaires. Mesuré à l'aune de ce résultat, le défi le plus récent auquel il faut répondre : installer le développement économique et la monnaie commune sur un socle solide, semble être une mission plutôt moins difficile. Or, les résistances et les obstacles semblent insurmontables. Les forces centrifuges nationalistes se sont nettement renforcées au cours des dernières années ; elles menacent désormais l'ensemble de la construction européenne et pourraient mettre fin au projet de paix. ■